

ORAN

Des écoles de formation pour personnels spécialisés

Au fil des programmes de développement et autres projets de réalisation devant voir le jour à Oran, notamment dans le secteur du BTPH, l'absence de main-d'œuvre spécialisée n'a de cesse de se faire ressentir.

Avec les Salons spécialisés qui se tiennent depuis peu au niveau du Centre des conventions d'Oran ou de l'EMEC, cette situation est devenue récurrente et revient systématiquement au centre des discussions entre délégations étrangères et partenaires

algériens. Une fois de plus, ce déficit a été évoqué ce jeudi à la CCIO, avec une délégation d'hommes d'affaires polonais.

Ainsi, le directeur de la CCIO a fait état de la prochaine création d'une école de formation de métiers spécialisés, et cela, suite

à l'expérience de partenariat regroupant plusieurs acteurs à Oran dont la Chambre de commerce d'Oran, la Direction de l'emploi et la Chambre de commerce algéro-allemande AHK.

Ce partenariat a été lancé avec l'entreprise Knauff pour former des plâtriers. Le financement de la formation est assurée à 60% par la Direction de l'emploi, les 40% restants par l'entreprise intéressée par ladite forma-

tion. L'enseignement théorique se déroulant au sein de la CCIO. Le démarrage de ces formations ayant été bien accueilli, il est d'ores et déjà prévu d'accélérer la réalisation d'une école de formation pour personnels qualifiés, et cela, dans plusieurs secteurs comme celui de la sidérurgie et du BTPH avec des partenaires étrangers. Ce besoin de formation de personnels qualifiés était aussi au cœur des

marchés de la restauration des vieux immeubles d'Oran, lors de leurs attributions aux sociétés italiennes et espagnoles. D'ailleurs, sur place, des ouvriers algériens sont pris en charge et sont formés sur le tas tout en participant aux travaux de rénovation. A noter que dans ce secteur et contrairement aux idées reçues, les salaires sont loin d'être inintéressants.

F. Moulay

TIARET

Arrestation d'un faux officier de police

Agissant sur dépôt de plainte contre X, les services de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la wilaya ont réussi à élucider en fin de semaine, une affaire d'usurpation de fonction aggravée d'escroquerie dont a été l'objet une jeune fille âgée de 27 ans.

La jeune fille qui était disposée à dépenser une fortune pour l'obtention d'un travail pour mettre fin à son calvaire, ne savait pas qu'elle allait être victime d'une arnaque sans précédent en se fiant à un individu malintentionné, lequel n'a pas hésité à utiliser

tous les moyens pour leurrer la jeune demandeuse d'emploi.

Se faisant passer pour un officier de police ayant des connaissances lui permettant de lui procurer un boulot, celui-ci a réussi à mettre en confiance sa victime, qui a accepté de lui remettre en

compensation du geste un micro-portable estimé à 70.000 dinars, un mobile et une bague en or. Voyant les jours passer vainement, la jeune désespérée, qui commençait à avoir des doutes, se présenta au commissariat pour déposer une plainte.

De fil en aiguille, les enquêteurs ont très vite reconnu l'individu pour avoir perpétré des actes similaires en 2008 avant de procéder à son arrestation. Présenté devant le procureur de la

République de Tiaret pour escroquerie et usurpation de fonction, le mis en cause originaire de la commune de Sidi El Hosni, a été placé sous mandat de dépôt.

Quant aux objets subtilisés, seul le microportable a été récupéré après avoir été vendu à moitié prix.

Mourad Benameur

Il se faisait passer pour un agent de la Sécurité militaire

Décidément, les cas d'usurpation de fonction n'en finissent pas de figurer en bon nombre parmi les affaires traitées ces derniers temps par les services de sécurité dans la wilaya de Tiaret.

Ainsi, jeudi dernier, un individu qui se faisait passer pour un élément de la Sécurité militaire a été arrêté par la police judiciaire alors qu'il s'apprêtait à intervenir en faveur d'un proche, un couturier, qui a fait l'objet d'une plainte de l'une de ses clientes. Cette dernière avait remis au tailleur de l'argent comme avance pour lui confectionner des vêtements. Celui-ci avait entre-temps déménagé dans un autre endroit. Durant plusieurs jours, son ancien local est resté fermé, ce qui a suscité l'inquiétude de sa cliente.

Le comble dans cette affaire est l'intervention presque inutile de cet individu, qui s'est fait passer pour un agent des services de sécurité pour une histoire aussi banale.

Présenté avant-hier devant la justice, le soi-disant élément de la Sécurité militaire a été écroué alors que le couturier a bénéficié d'une citation directe.

M. B.

TRIBUNAL CRIMINEL DE MOSTAGANEM

Il tente de tuer le compagnon de son ex-petite amie

A l'origine du différend ayant dégénéré en drame, une jeune fille de 20 ans dont avait fait connaissance le nouveau compagnon, âgé de 24 ans.

Les faits remontent au mois de février dernier, aux «Castors», à Mostaganem. La victime était en compagnie de la jeune fille, devenue sa fiancée légitime. Mais cette relation irritait au dernier point le rival. Par un soir, le jeune

couple en promenade croise au passage, «l'ami juré» occupé dans une beuverie. Puis la situation se dégrade, marquée par des accrochages, insultes puis rixe. Les passants s'interposent et désamorcent la situation. Cependant, le couple

ayant à peine avancé de quelques pas, que le «belligérant» revient à la charge, cette fois avec une hache à la main.

Sans moyens de défense autres que ses mains, le malheureux fiancé se retrouve avec un bras fracassé et une plaie de 10 centimètres au niveau du cou. En raison de la gravité de ses blessures, il

sera transféré aux UMC où il séjournera quelques jours.

L'agresseur, âgé de 26 ans, reconnu jeudi dernier, coupable par le tribunal criminel près la cour de Mostaganem, a été condamné à la peine de 13 années de réclusion criminelle alors que le représentant public avait requis la perpétuité.

A. B.

RELIZANE

Soixante mises en demeure à l'encontre des commerçants

Pas moins d'une soixantaine de mises en demeure ont été adressées à des commerçants par la Direction de l'urbanisme et de l'habitat de la wilaya de Relizane en vue d'enlever les paravents vétustes installés aux entrées des magasins, notamment les cafés et restaurants, selon des sources crédibles.

L'Assemblée populaire communale de Relizane a, quant à elle, déclaré que ces paravents enlaidissaient le tissu urbain et l'artère principale de la ville de Relizane qui connaît un mouvement permanent. Selon

nos sources, un ultimatum a été lancé à ces commerçants d'enlever ces paravents, avant que la commune ne le fasse elle-même. Relizane a connu une opération pareille il y a près une année mais qu'avait

connu un mauvais démarrage et n'a pu être achevée. Une autre opération de suppression des tables et chaises appartenant aux cafés maures et restaurants installées sur les trottoirs n'a pas aussi été menée à terme, et ces commerçants continuent d'afficher leur mépris de la loi, causant un préjudice à la population qui éprouve des difficultés énormes à emprunter les trottoirs.

A. Rahmane

CHLEF

Les archives en débat

Les archives sont d'une importance capitale pour rédiger des ouvrages fiables sur notre Révolution. C'est ce qui a poussé le département d'histoire de l'Université «Hassiba Ben Bouali» de Chlef à convoquer un séminaire international sur les archives, qui s'est tenu à la Bibliothèque centrale de l'université de chlef, les deux derniers jours de cette semaine.

Dix-neuf conférences ont alimenté ce thème. La plus remarquable est celle du Dr Christophe Calter, professeur à l'Université de berlin qui a «descendu en flèche» l'eurocentrisme fustigeant cette manie de l'Occident de se comporter comme le centre spirituel du monde. D'autres intervenants de nos universités ainsi que de pays hôtes (France Allemagne, Turquie, Tunisie, Maroc) ont mis l'accent sur la manière idoine d'utiliser cet outil pour plus de crédibilité dans la façon de rapporter les faits historiques.

Un débat très animé a eu lieu concernant la récupération de nos archives importantes se trouvant en France et aussi en Turquie.

Medjoub Ali